

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du Docteur Duroselle 16000 Angoulême
ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Angoulême, le 22/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS SOCIETE DOMAINE DU BOCAGE

Le Bocage
16100 Cognac

Références : 2026_456_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0003102474

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2026 dans l'établissement SAS SOCIETE DOMAINE DU BOCAGE implanté au lieu-dit Le Bocage, 16100 Cognac. L'inspection a été annoncée le 04/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action régionale produits chimiques

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SOCIETE DOMAINE DU BOCAGE
- Le Bocage 16100 Cognac
- Code AIOT : 0003102474
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS SOCIETE DOMAINE DU BOCAGE est autorisée, par Arrêté Préfectoral d'Enregistrement du 25 avril 2024, à exploiter des installations de production par distillation d'alcools de bouche et de préparations de vins (soumises au régime de l'enregistrement), ainsi que des installations de stockage d'alcools, de stockage de gaz et de refroidissement (régime de la déclaration). Ces activités la conduisent à avoir sur site un local de stockage des produits chimiques.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 27	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 27	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Seul le point de contrôle lié à la présentation des FDS fait l'objet d'une suite. Il est en effet demandé à l'exploitant de disposer sur son site de l'ensemble des FDS des produits qui y sont stockés, et de mettre en place une organisation de manière à les rendre accessible à tout salarié.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les fiches de données de sécurité (FDS) demandées par échantillonnage par l'inspection. Il indique être en possession d'un classeur les regroupant, à son domicile à proximité, mais de fait non consultable sur site ou par un salarié.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de disposer sur son site de l'ensemble des FDS des produits qui y sont stockés, et de mettre en place une organisation de manière à les rendre accessible à tout salarié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés [...] dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : L'inspection n'a pas pu avoir accès aux FDS sur place (cf PDC 1). Néanmoins, elle a pu constater des mesures de maîtrise des risques mises en place sur le site, et faire le lien avec les prescriptions de la FDS consultée en ligne après la visite (FDS du "fluidosoufre", fongicide). L'inspection a ainsi pu constater les mesures suivantes: <i>Rubrique 5: mesures de lutte contre l'incendie</i> Un extincteur et une vanne d'eau sont situés à proximité du local de stockage <i>Rubrique 6: mesures à prendre en cas de déversement accidentel</i> L'ensemble du local est placé sous rétention déportée vers une cuve dédiée. Les manipulations telles que mélange ou dosage sont effectuées dans un module type "préparateur de bouillie" situé à l'intérieur du local phyto. Les matériels en contact avec des produits chimiques peuvent être lavés sur l'aire de lavage/dépotage, connectée à une cuve de récupération dédiée. <i>Rubrique 7: manipulation et stockage</i> Les produits sont stockés sur rétention, dans un local dédié et fermé, et dans leurs contenants d'origine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : L'inspection a constaté que les produits chimiques sont stockés au sein d'un local phyto, sur des étagères possédant des bacs de rétention intégrés. De plus, l'ensemble du local phyto est mis sous rétention: un caniveau permet l'évacuation des éventuels écoulements accidentels vers une cuve dédiée de 4000 l, qui récupère également les eaux de lavage de matériel phyto depuis l'aire de dépotage/lavage (système de vanne 3 voies). Cette cuve fait l'objet d'une prestation de pompage annuelle en moyenne. La capacité de rétention des produits chimiques répond aux exigences prescrites dans l'AM du 14/01/2011 pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : L'inspection a constaté que les produits chimiques sont rangés par nature/toxicité (produits CMR par exemple). La gestion des incompatibilités est assurée par des rétentions indépendantes sur chaque étagère, chacune étant dédiée à un même produit. Tous les produits sont étiquetés et conservés dans leur contenant d'origine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus [...]. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant suit de manière dématérialisée ses entrées et sorties de stock concernant les produits chimiques. Il a ainsi été en mesure de présenter à l'inspection un état des stocks de ces produits à jour (nom des produits et quantités associées).
Type de suites proposées : Sans suite